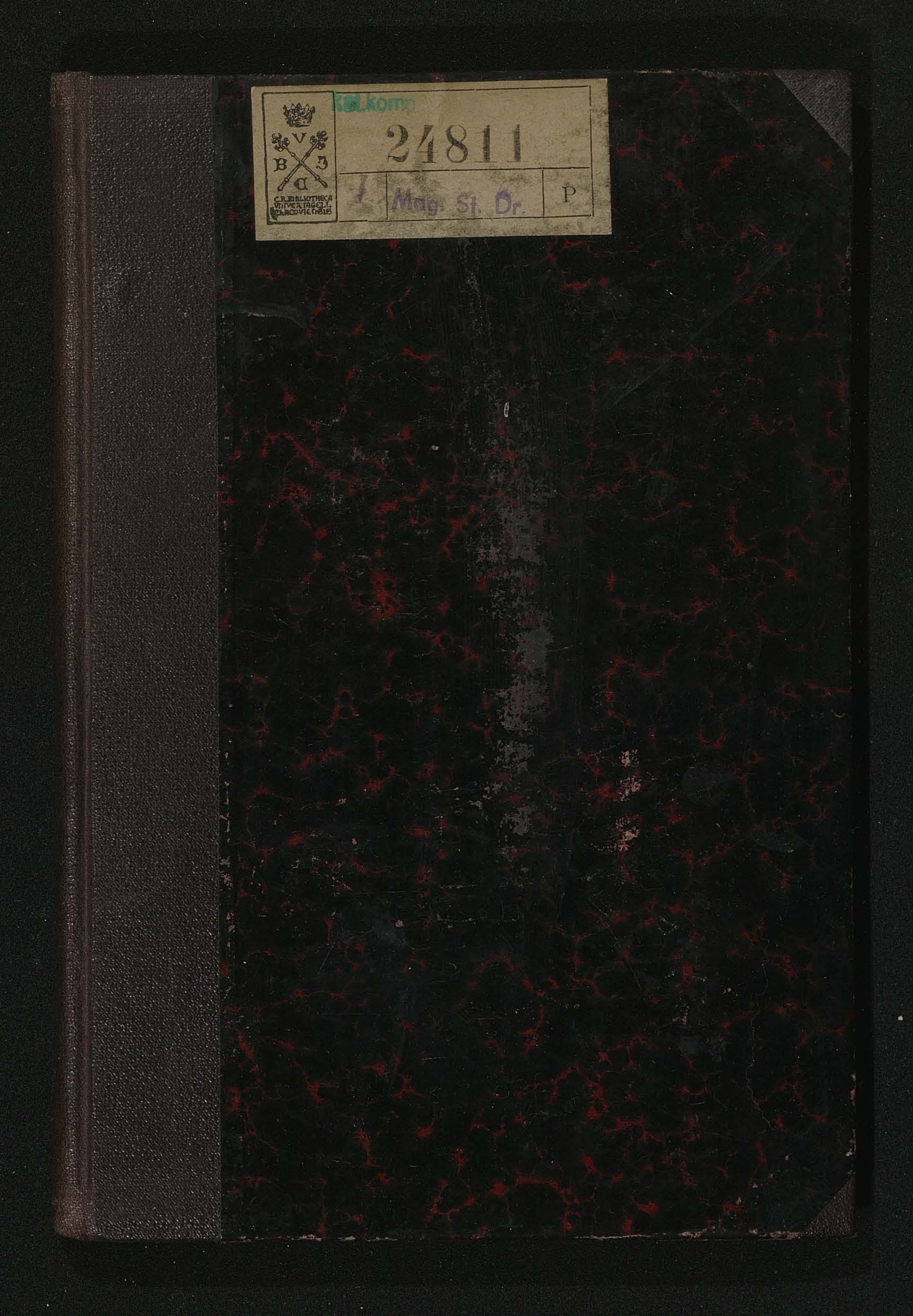
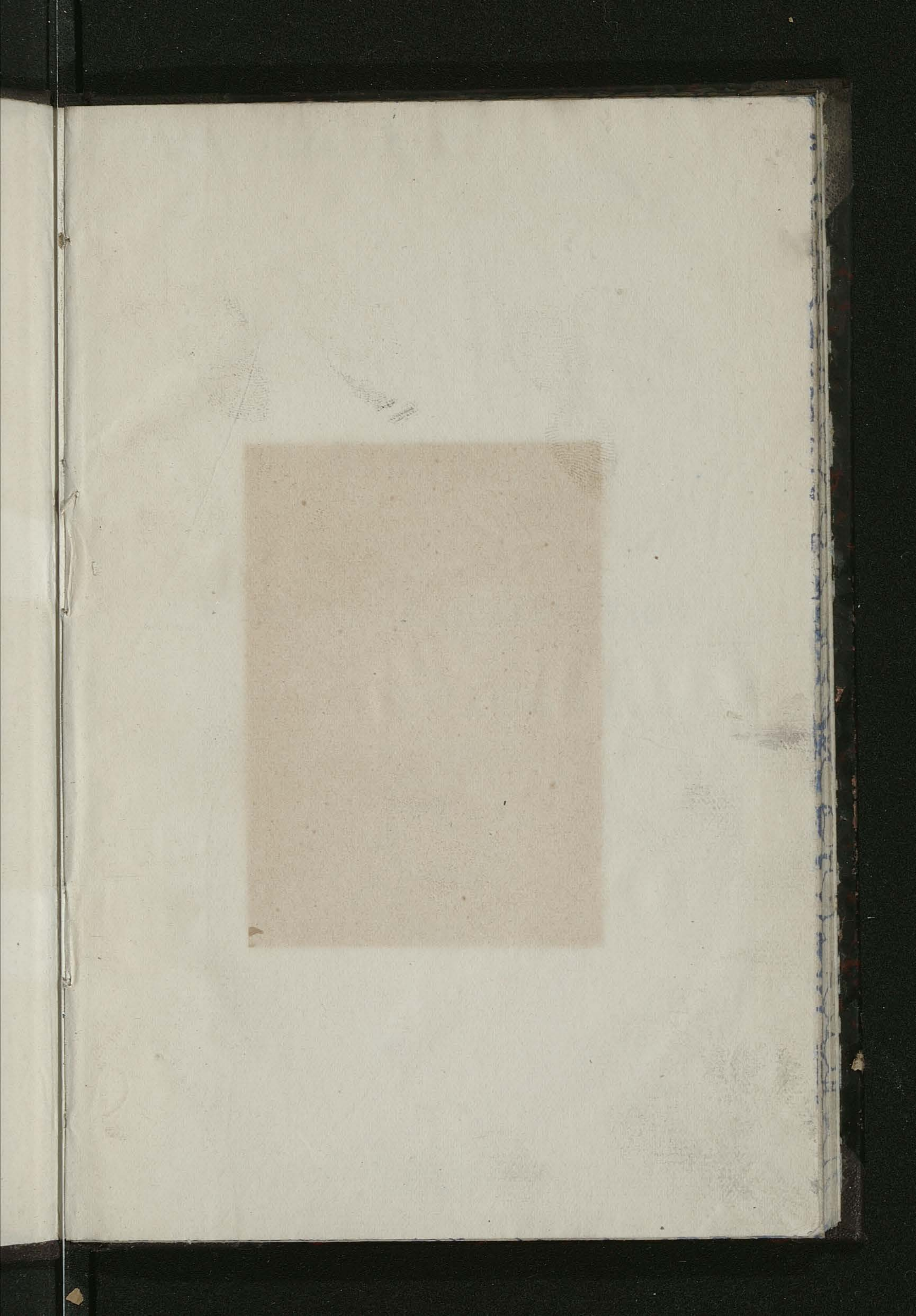


V
B J
C
C.R. BIBLIOTHECA UNIVERS. IAGELL. CRACOVIENSIS
24811
Mag. St. Dr.
P


V
B
J
C
24811
I



PRÉCIS

DES

CAUSES DE LA DESTRUCTION DE LA POLOGNE.

PRÉCIS

DES

CAUSES DE LA DESTRUCTION

DE LA POLOGNE,

ET DES MOTIFS QUI NÉCESSITENT SA RESTAURATION.

A PARIS,

CHEZ LES MARCHANDS DE NOUVEAUTÉS.

DE L'IMPRIMERIE DES AMIS RÉUNIS.

AN V DE LA RÉPUBLIQUE.

1797

PRECIS

DES

CAUSES DE LA DESTRUCTION

DE LA POLOGNE,

ET DES MOTIFS QUI NÉCESSITENT SA RESTAURATION.

Il est réservé à l'Histoire des Révolutions de la Pologne d'analyser les causes nombreuses de son agrandissement et celles de sa décadence. Quel champ vaste à parcourir pour l'Historien profond, pour le Politique éclairé, pour le Philosophe sensible ! Notre intention n'est ici que de donner un précis succinct de vérités de fait.

1°. Quels ont été les motifs de la Russie pour viser constamment à la destruction de la Pologne ?

2°. Quelles sont les principales causes qui ont favorisé son systême ?

3°. Quels sont les degrés de force réelle et relative que la Russie a acquis par ses usurpations progressives sur la Pologne ?

4°. Quels sont les motifs qui nécessitent sa restauration ?

5°. Est-on fondé à croire que la puissance colossale du Nord doive s'écrouler sous son propre poids, et puisse être ébranlée par une force étrangère ?

ARTICLE PREMIER.

Quels ont été les motifs de la Russie pour viser constamment à la destruction de la Pologne?

Les Russes qui fixent aujourd'hui l'attention de l'Europe, doivent leur existence politique, et jusqu'à leur nom, à la destruction graduelle de la Pologne. Bornés jadis à la possession du territoire de Moscou, ils n'étaient originairement connus que sous le nom de Moscovites.

A mesure qu'ils quittèrent leurs déserts pour se répandre dans nos possessions situées sur la Dzvina, le Dnieper et le Dniester, c'est-à-dire, sur la Russie Noire, la Russie Blanche et la Russie Rouge, ils changèrent leur nom de Moscovites en celui de Russes. C'est pour cela qu'ils donnèrent le nom de *Petite Russie* à nos provinces transboristanes qu'ils venaient d'envahir. Quant aux différentes dépendances du duché de Lithuanie, qu'ils usurpèrent dans la Russie Blanche, ils

en laissèrent subsister le nom, comme répondant à leurs vues.

Abandonner les vastes solitudes et les rochers des bords de la Mer Glaciale, pour s'établir vers le Midi et l'Occident, tel fut de tout temps le desir des Moscovites. On ne quitte pas un bon pays pour en chercher un pire, dit l'immortel Montesquieu; mais il est naturel qu'un peuple quitte un mauvais pays pour en chercher un meilleur. C'est d'après cet instinct naturel, plutôt que d'après un plan réfléchi, que les premiers ducs moscovites, encore plongés dans la barbarie, suivirent d'abord ce cours d'émigration.

De tant de hordes du Nord qui inondèrent le Midi, le motif a toujours été le même, celui de déserter un patrimoine ingrat, pour habiter un climat heureux.

Czar Jvan IV, si fameux dans le seizième siècle par ses cruautés, paraît avoir été le premier qui ait réduit en système ce besoin de débordement, et qui en ait transmis les principes à Pierre le Grand et à ses succes-

seurs. Pour exister, ils se convainquirent qu'il leur fallait nécessairement empiéter sur le territoire de leurs voisins. La nature semblait favoriser leur esprit de conquête. Une étendue immense de déserts au Nord les mettait à l'abri de toute attaque de ce côté, et les encourageait à se porter en avant.

La Pologne seule, située au centre des contrées septentrionales, placée sur un sol favorisé en tout par la nature, s'étendant depuis la Baltique jusqu'à la Mer Noire, opposait une barrière à leurs vues ambitieuses et destructives.

C'était donc une nécessité aux Moscovites de s'emparer d'abord de nos provinces limitrophes, pour se donner une consistance, et acquérir quelque force réelle : ensuite il leur fallait chercher à affaiblir et à renverser cette puissance intermédiaire qui s'opposait à leur débordement ultérieur, tant sur les possessions turques et tartares du côté de la Mer Noire, que sur celles de la Suède du côté de la Baltique.

Tels ont été les premiers motifs qui ont excité contre nous la jalousie des Moscovites, et les ont portés à viser constamment à notre destruction. Qu'on étudie l'histoire, et on se convaincra que sacrifiant tout à ce projet, ils employèrent, au défaut de la force et du courage, la ruse et tous les détours de cette foi punique, qui les distingue des autres peuples.

Jvan IV ayant à cœur de ne pas redevenir tributaire des Tartares, et de consolider sa conquête de Cazan et d'Astrakan, perfectionna ce système : pour s'opposer à temps et avec succès aux Turcs et aux Tartares de la Crimée, jaloux de son accroissement nouveau, il dut chercher à empiéter sur la partie transboristane de la Pologne ; autrement, obligé de traverser de vastes déserts jusques vers la Mer Noire, il n'aurait pu qu'échouer tôt ou tard dans ses opérations militaires. Que l'on jette un coup-d'œil sur la carte géographique, et l'on se convaincra que, pour agir et se défendre contre les Tartares et les Turcs, les Russes, jusqu'à

nos jours, n'ont pu que marcher sur cette même ligne.

Si quelquefois il est arrivé que les Czars vaincus aient été forcés, en vertu d'une trève quelconque, de restituer les usurpations faites sur le territoire de la Pologne, ils se désistèrent par préférence de leurs conquêtes en Livonie et dans la Russie Blanche, pour pouvoir se maintenir dans la possession des différentes contrées à l'orient du Boristêne, comme limitrophes des Tartares et des Turcs. C'est de ce côté-là que par la trève d'Audruszow, conclue en 1667 pour treize ans, les Polonais, sous leur malheureux roi Jean Cazimir, furent forcés d'abandonner provisoirement aux Russes les Palatinats de Smolensk, de Siéversk, de Czerniekow, et particulièrement la ville de Kiow, pour deux ans : mais, ce terme écoulé, les Russes n'en conservèrent pas moins leurs usurpations.

Jean Sobieski, occupé à défendre nos frontières contre les forces ottomanes, envoya en 1686 Grzimultoski, Palatin de Pozen,

pour traiter de la paix avec les Russes. Cet envoyé, sans être autorisé par la République à céder aucune portion de son territoire, trahissant les intérêts de sa patrie, conclut un traité, connu sous le nom de Grzymultow, par lequel il abandonna aux Russes Smolensk et toutes nos possessions transboristanes, avec quelques contrées à l'occident du Borystêne.

La République a constamment refusé de sanctionner cette aliénation illégale ; mais Pierre Ier, sûr de son influence sur notre gouvernement, et convaincu par l'exemple de ses prédécesseurs, ainsi que par sa propre expérience, qu'il ne pouvait marcher à la conquête de ses voisins que sur les ruines de la Pologne, épuisa successivement tous les moyens pour consommer ce plan de notre destruction. Anne et Elisabeth virent leurs forces et leur crédit s'accroître au Nord et au Midi, en proportion de notre affaiblissement. Catherine enfin, visant à la monarchie universelle, crut ne pouvoir y arriver que par l'anéantissement de cette puissance intermédiaire.

ARTICLE II.

Quelles sont les principales causes qui ont favorisé le système russe ?

L'HISTOIRE prouve que toutes les fois qu'une puissance du Midi quelconque a cherché à s'élever sur les ruines des états limitrophes, toutes les puissances voisines se sont aussitôt réunies pour contenir dans de justes bornes l'ambition qui tendait à une domination exclusive. C'est une vérité historique tellement reconnue, que même avant le traité de Vestphalie, c'est-à-dire, à l'époque où les nations de l'Europe avaient encore peu de relations entre elles, jamais on n'a vu un prince du Midi se livrer à l'esprit de conquête, sans que ses voisins n'eussent cherché à l'arrêter dans ses projets.

Ce n'est qu'à l'égard des Moscovites, regardés jusqu'au commencement de ce siècle comme une horde sauvage, que l'Europe paraît s'être écartée de ce principe. Jusques-

là, jamais ils n'avaient fixé l'attention du reste des nations. C'est cette indifférence, ou même ce mépris du monde politique, qui est au fond la cause première de l'accroissement et de la force de la Russie. Ce foyer des guerres civiles et étrangères produisit des tyrans féroces qui, après une lutte sanguinaire contre leurs propres sujets, débordèrent avec impunité sur les états voisins. Les puissances de l'Allemagne, au lieu de se réunir pour les repousser dans leurs limites naturelles, ont de tout temps envoyé à l'envi des armes et des guerriers aux Russes, pour les former dans l'art de la guerre. Si Louis XIV lui-même s'est constamment refusé à toute liaison avec les Moscovites, ce fut bien moins par l'effet d'une combinaison politique, que par le mépris qu'il croyoit devoir à un peuple inconnu et barbare.

Mais ce qui doit étonner davantage, c'est qu'il y a, même de nos jours, des prétendus politiques qui regardent la position de la Russie, à l'égard de la France et des autres puissances du Midi, comme peu inquiétante;

qui la voient toujours au fond des déserts de la Sibérie, et comme ne pouvant au plus donner de l'ombrage qu'à ses proches voisins.

A la faveur de cette apathie des peuples du Midi, la Russie, jetant de loin les premiers fondemens de sa puissance, sut trouver des secours dans le Nord même, pour qui elle forgeait des fers en silence. Nos voisins, au lieu de s'unir avec nous contre un ennemi commun, se liguèrent souvent avec lui pour notre ruine. Ce défaut de principes est la seconde cause qui a favorisé l'exécution du système moscovite.

La maison d'Autriche, qui trouva des moyens faciles d'agrandissement par des mariages dans les cours du Midi, chercha par la ruse et la force à s'accroître du côté du Nord. La Silésie, la Bohême et la Hongrie ont été de tout temps les objets de son système d'accroissement : la Pologne fit échouer son projet pendant bien des siècles. Les Hongrois, sur-tout jaloux de leur liberté, n'ont cessé de chercher les moyens de secouer le joug allemand, et de se donner pour roi quelque

prince de la famille des Jagellons, régnante en Pologne. Telle fut l'origine de la haine implacable de la maison d'Autriche contre les Polonais. C'est pourquoi Maximilien envoya à Jvan des ingénieurs et des fondeurs, qui lui fabriquèrent jusqu'à trois cents pièces de canon. C'est avec ces armes qu'il s'est rendu maître du fort de Smolensk et de différentes contrées à l'orient du Borystêne.

L'Autriche, charmée des premiers progrès des Russes, pour leur en assurer le succès, chercha à nous attirer sur les bras, du côté de la Baltique, nos ennemis éternels, les chevaliers de l'ordre teutonique : elle leur procura des secours de différens princes d'Allemagne. Nos rois, ayant plus à redouter les troupes allemandes que les hordes russes, durent porter souvent toutes leurs forces vers la Baltique, laissant aux Moscovites la facilité d'envahir nos provinces vers la Mer Noire.

Gustave Vasa et Jean, rois de Suède, sentaient le besoin d'une union intime avec la Pologne contre la Russie. Aussi, tant que

cette union subsista, les Russes échouèrent dans leurs projets ; mais depuis l'élection de Sigismond III, (1587) héritier présomptif du trône de Suède, ces deux puissances se jurèrent une haine implacable qui dura plus d'un siècle et demi, et ne cessa qu'à la mort de Charles XII, époque où la Russie parvint à dominer à la fois sur l'une et l'autre puissance.

Après la mort de Charles, duc de Sudermanie, la Russie, toujours active pour nous nuire, proposa au jeune monarque Gustave Adolphe le trône de Czar, à condition qu'il ferait cause commune avec elle contre la Pologne. Bientôt Michel Russe, déclaré Czar, détrompa la Suède de ses illusions ; mais la guerre la plus sanglante avec les Suédois nous resta sur les bras. Christine, reine de Suède, fit cesser pour un temps les hostilités. Charles XI forma de nouveau le projet de nous assujettir, et attira une foule de désastres sur notre malheureux pays ; mais c'est Charles XII qui mit le comble à notre malheur et au sien. Malgré que la Nation Polonaise eût désavoué tant de fois la liaison inconsidérée

d'Auguste II avec Pierre Ier, Charles ne cessa de nous traiter en ennemis cruels. Déjà l'Ingrie conquise ajoutait un nouveau degré de force à la Russie, tandis que le conquérant du Nord ne s'occupait que d'ôter la couronne à notre Auguste pour la placer sur la tête de Stanislas ; exemple funeste donné aux Czars Russes, pour attenter à notre souveraineté dans l'élection de nos rois. C'est d'après cette fausse politique que la Suède, désunie de la Pologne, s'est vue dégradée à jamais par le traité de Neustat, (en 1721) et que notre nation, incapable depuis de contre-balancer la Puissance Russe, a été entraînée dans la même chûte.

Je ne parlerai pas des ducs de Transilvanie qui, espérant d'avoir leur lot dans notre démembrement, cherchèrent souvent à se lier avec nos ennemis : ce sont les électeurs de Brandebourg qui, ne pouvant s'aggrandir qu'à nos dépens, se sont presque toujours réunis à nos ennemis. Tenant le duché de Prusse comme fief de la Pologne, ils tendaient constamment à secouer le joug

de la vassalité, et y parvinrent enfin par le traité de Velhan, (en 1657.) Ayant voulu depuis que ce duché fût revêtu du titre royal, les Polonais y consentirent encore en 1764, dans la confiance des reversales données de la part de la Prusse à la Nation Polonaise.

Les Turcs ne voyaient qu'avec jalousie les premiers accroissemens de la Puissance Russe. Ils voulurent d'abord soustraire Astrakan de sa domination; Soliman sentit par conséquent toute la nécessité d'une union intime avec la Pologne, pour faire face aux Moscovites et à l'Autriche. C'est d'après ce principe que, loin d'empiéter sur notre territoire, il chercha à nous rétablir dans nos anciennes possessions sur la Mer Noire. Notre roi Sigismond Ier envoyant des commissaires pour terminer les difficultés survenues sur les limites respectives, leur donna des instructions, dont un des articles était ainsi conçu : *Si les Commissaires Turcs vous demandent des notices sur les frontières d'Aczakow, vous leur répondrez que comme cette ville avec son territoire appartient de temps immémorial à la*

Pologne, il n'y a lieu à aucune discussion sur la démarcation de ses limites. (*)

Mais ces principes de la Porte, en faveur de notre conservation et de notre agrandissement, firent bientôt place à un plan combiné pour notre abaissement et notre destruction totale. Par l'ordre d'Achmet Ier, une force immense fondit sur nos frontières; notre général Zolkiewski, ne voulant pas courir les risques d'une bataille, céda nos droits sur la Moldavie, (en 1616) en faveur de la Porte, sans y être autorisé par la République. Osman plus impolitique, à la tête de quatre cents mille hommes, (en 1621) entreprit de conquérir toute la Pologne. Si notre courage nous tira pour cette fois de l'abyme, nous y fûmes précipités (en 1672) par Mahomet IV, qui prit notre fort Kaminiek, et inonda de ses troupes presque toute la partie occidentale du Borystène. Depuis ce ne fut pour nous qu'un enchaînement de désastres, jusqu'à ce qu'enfin (en

(*) *In archivo regni et magni ducatûs Lithuaniæ.* Lib. XXIX, folio 51.

1699) Mustapha II, par le traité de Carlovitz, fut obligé de nous rendre ses anciennes conquêtes.

Le temps et l'expérience ayant démontré aux Turcs la fausseté de leur politique, ils voulurent revenir aux vrais principes de leur intérêt, inséparable de la conservation de la Pologne ; mais il n'était plus temps d'arrêter les suites funestes que leur ignorance avait entraînées. Achmet III s'aperçut qu'après la chûte de la Suède et de la Pologne, les Russes devenaient maîtres de son empire. Il leur déclara la guerre ; (en 1711) mais ne sachant pas profiter de ses succès, il se contenta d'imposer à Pierre Ier vaincu la condition d'évacuer la Pologne, moyen insuffisant en ce que la Russie, depuis cette époque, se trouva en état de faire la loi à ses voisins.

Les Kans de Crimée, qui ne purent voir sans inquiétude la chûte des Royaumes Tartares, semblèrent diriger tous leurs efforts contre les Russes ; mais bientôt, guidés par l'appât du butin, ils s'empressèrent de profiter de notre position critique, s'unirent

souvent avec les Russes, et portèrent sur notre territoire le fer et le feu, emmenant quelquefois en esclavage jusqu'à 20,000 malheureux habitans des campagnes qu'ils avaient mutilés. Les Cosaques d'Ukraine et de Zaporoff, quoique faisant partie de notre nation, liés avec les Turcs, les Tartares et les Moscovites, contre leur mère patrie, nous firent des maux incalculables. Enfin les Valaques, après nous avoir juré tant de fois la fidélité de vassaux, avides de sang et de pillage, saisirent toutes les occasions pour se déclarer nos ennemis les plus fourbes et les plus féroces.

A ce torrent destructeur qui, pendant deux siècles, porta la mort et la désolation dans nos provinces, nous opposâmes constamment notre valeur et notre courage. Nous mîmes le Midi à couvert de ces incursions de barbares, jusqu'à ce qu'enfin une politique avide enfanta un nouveau système pour notre destruction, je veux dire la ligue co-partageante.

Les trois puissances qui, en 1764, garantissaient notre intégrité, déclarèrent en

1772 qu'elles avaient des prétentions considérables sur plusieurs possessions de la République, et que par conséquent elles avaient arrêté entre elles de faire valoir ces prétentions, soutenues par plus de 600,000 hommes armés. La Russie s'est plu à flatter l'Autriche et la Prusse, en consentant à notre partage, parce qu'elle prévoyait dans notre dissolution l'accomplissement total de son vaste projet. Catherine se flattait, non sans raison, qu'un jour ses associés n'opposeraient aucune barrière à ses projets d'ambition, et finiraient eux-mêmes par subir son joug. Ainsi les peuples que les Romains rencontrèrent se laissèrent détruire les uns après les autres, sans jamais connaître, chercher, ni prévenir la cause de leurs malheurs.

Indépendamment de ces causes étrangères qui ont favorisé le système russe tendant à notre anéantissement, ne nous dissimulons pas que nous portions dans notre sein un principe de destruction. C'était notre régime féodal, ou l'anarchie organisée, qui,

nous minant par degrés, a contribué à notre ruine. Cette vérité est tellement constatée, que les Ambassadeurs Russes, résidens à Varsovie, avaient pour point principal de leurs instructions de veiller, sous le prétexte spécieux de la conservation de notre liberté, au maintien de notre monstrueux *liberum veto*, et de ne pas permettre que les matières d'état se traitassent à la majorité des suffrages. Mais quand nous parvînmes en 1791, par une révolution sans exemple, à renverser ce colosse féodal, nos trois voisins alarmés, prévoyant les résultats d'un gouvernement vigoureux et libre, crurent le moment venu d'empêcher notre véritable existence politique, en consommant notre perte.

Il ne serait peut-être pas inutile, pour les nations jalouses de leur liberté, d'analyser ici tous les défauts de notre constitution, pour leur démontrer, d'après notre expérience, quelle distance sépare la liberté de la licence. Quant à présent, je me bornerai à remarquer que, placés au milieu de quatre nations gouvernées d'une manière absolu-

ment militaire, au moment où le caprice d'un seul faisait avancer sur nos frontières des armées formidables, l'esprit de notre constitution nous obligeait de convoquer les diétines, pour choisir des nonces à la diète, à l'effet de discuter sur les moyens d'entreprendre la guerre défensive, de lever les impositions, et de former l'état militaire.

Malgré tant de vices inhérens à notre gouvernement, la valeur nationale, jointe au civisme des particuliers, sauva mille fois la patrie; et sans le funeste droit de couronne élective, peut-être la République se serait-elle soutenue dans l'anarchie même.

Hommage aux intentions de Jean-Jacques Rousseau! Dans ses Considérations sur le Gouvernement de la Pologne, il en a projetté la réforme en profond législateur : mais comment a-t-il pu nous conseiller de garder le trône électif? Nos annales auraient dû le convaincre que cette égide prétendue de la liberté était la cause de notre esclavage et de nos désastres. C'est elle qui fournit aux Russes les moyens de dominer en Pologne.

Après la mort de Sobieski, Pierre le Grand, pour s'emparer des rênes de notre gouvernement, fit élire Auguste II, rival du prince de Conty. En 1733, la Nation Polonaise publia un acte solennel, portant qu'elle n'élira qu'un Piast; et la majorité des suffrages désignait déjà pour monter sur le trône Stanislas Leszinski. La France seconde cette élection; mais la Czarine Anne, unie avec l'Empereur Charles VI, usurpe sur les Polonais le pouvoir souverain, et leur donne un roi de son choix. Auguste III, accablé de revers, tenait à peine les rênes flottantes du gouvernement : on trame contre lui un complot dont sa mort prévient l'explosion. Aussitôt Stanislas Poniatoski passe des bras de Catherine sur le trône de la Pologne : il gémit aujourd'hui dans ses fers, et la Pologne n'est plus. Ainsi les Romains faisaient partout des rois pour avoir des instrumens de servitude.

ARTICLE III.

Quels sont les degrés de force que la Russie a acquis par ses usurpations progressives sur la Pologne.

Qu'on ne calcule pas la force de la Russie sur la vaste surface de ses déserts primitifs ; c'est un vide immense en politique. Les écrivains qui ne cessent de disputer sur l'étendue des États Russes, les ont évalués à la septième partie du globe connu. Mais qu'on les apprécie d'après les principes de l'économie politique, en retranchant de cette immense superficie tous les déserts au nord ; alors les usurpations de la Russie au midi et à l'occident donneront seules la juste évaluation de ses possessions utiles, de manière que sa force effective ne peut se mesurer que sur ses acquisitions nouvelles.

Si la supériorité en population et en production du sol constitue la seule puissance réelle d'une nation, celle de la Russie, sous

ce double rapport, n'a pu être que très-médiocre, jusqu'à l'époque où elle sut se donner, par l'anéantissement de la Pologne, une importance aussi étendue que nouvelle. On sait combien jusquà nos jours les opinions des publicistes ont varié sur la population de la Russie : mais tous sont d'accord sur la disproportion frappante entre son étendue et le nombre de ses habitans. Si nous nous attachons aux calculs les plus avantageux et les plus récens, nous le verrons monter à peu près à 19 millions d'ames, dans un pays de 900 mille lieues carrées ; ce qui ne donnerait que 22 habitans par lieue. C'est en partant de cette donnée, qu'on peut apercevoir le degré de force réelle que la Russie a acquis par ses usurpations progressives sur la Pologne.

Depuis la trève d'Andrusov, en 1667, jusqu'aux trois partages consécutifs effectués en 1773, 1793 et 1795, la Russie nous a envahi une étendue de pays à peu près de 250 lieues communes en longueur, sur 200 de largeur, depuis le 41me. degré de longi-

tude, jusqu'au 55me, c'est-à-dire, depuis Brzessc sur le Boug, jusqu'à Kursk sur le Sem, et depuis le Dniester, jusqu'à Polanga sur la Baltique.

D'après les règles de la géométrie, on aurait 50,000 lieues carrées pour ce que la Russie a arraché en différens temps à la Pologne. Mais considérant que, dans toute cette étendue, la quadrature n'est pas régulière, on peut l'évaluer, d'après un calcul approximatif, à 35,000 lieues carrées.

Sans donner beaucoup au hasard, le nombre des habitans dans les possessions envahies aux Polonais, depuis 1667 jusqu'en 1773, peut être porté au moins à quatre millions; mais comme depuis son premier démembrement il restait encore à la Pologne 7,660,787 habitans, la Russie, dans le partage de 1793, en a gagné pour sa part 3,055,590. Après ce démembrement, la Pologne gardait encore une population de 3,468,808 hommes. On ne saurait calculer au juste la portion respective de chacune des puissances co-partageantes, consommant

notre destruction totale en 1795 : mais, suivant toutes les probabilités, on peut compter que la Russie s'est approprié la meilleure partie du pays sous tous les rapports, et la moitié de la population ; ce qui lui donnerait 1,734,404 ames.

Il s'ensuit que la Russie, dans les différentes époques, s'accrut en population, par ses usurpations progressives sur la Pologne, de 8,789,994 habitans ; objet qui mérite de fixer l'attention de toutes les Puissances.

Nous avons remarqué qu'à raison de son étendue, la Russie ne comptait que 22 habitans par lieue carrée : or, d'après les faits ci-dessus, d'où il résulte qu'elle nous a envahi 35,000 lieues carrées, avec une population de 8,789,994 ames, il est démontré que le nombre de ses habitans est en raison de 251 par chaque lieue carrée, et que, tout calcul fait, son ancienne population est presque doublée. Nous nous bornerons à en tirer cette seule conséquence : Si la Russie, avec sa force primitive aussi peu propor-

tionnée à son étendue, s'est constituée en un état de guerre presque permanent, jusqu'où ne portera-t-elle pas ses vues ambitieuses, avec un tel accroissement de moyens de puissance ? Mais poursuivons le cours de nos observations.

L'état militaire de cet empire ne peut jamais être fixé au juste. Les partisans de la Russie en exagèrent la force sans pudeur ; et les différens écrivains, en s'attachant scrupuleusement à la nomenclature des nombreux régimens et des différens corps, croient rendre leur calcul exact. Mais nous connoissons par le fait qu'aucun de ces corps n'est jamais au complet. A peine la plupart, sur-tout les régimens de cavalerie, contiennent-ils la moitié du nombre d'hommes fixé. Cependant, d'après les notions les plus approximatives, la Russie peut avoir sur pied 250,000 hommes.

Or, d'après les données indubitables qu'elle a gagné sur la Pologne à peu près 9 millions d'ames, il en résulte que, suivant les principes du gouvernement le plus modéré, établissant la levée des recrues dans la proportion d'un

sur cent, la Russie tirerait des provinces polonaises 90 mille soldats : mais comme, dans ce gouvernement absolument militaire, où les fabriques, le commerce et même l'agriculture ne sont regardés que comme des objets secondaires, il y a des exemples qu'on en a pris un sur 35, qu'on calcule jusqu'où peut aller l'accroissement de la force militaire de la Russie, par l'envahissement de la Pologne.

Il reste encore à remarquer que la plupart des officiers des armées russes sont tirés de la Livonie. Nos compatriotes de la Petite Russie et de la Russie Blanche fournissent les meilleurs régimens d'infanterie. La cavalerie pesante, ainsi que les régimens de Chevau-Légers, ne sont presque composés que des habitans de nos provinces transboristanes. Les Cosaques, les Baskirs, les Kalmuks sont quasi les seuls indigènes Moscovites ; et c'est presque à cette force effective militaire que la Russie serait réduite, si elle était restreinte à ses véritables limites.

Ce que nous venons d'observer à l'égard de la force militaire, mérite également d'être

observé relativement à la force pécuniaire. Pierre le Grand, montant sur le trône, trouva que les finances de ses états s'élevaient à peine à quatorze millions de livres tournois; après ses conquêtes sur la Suède et ses envahissemens sur la Pologne, il a porté le revenu public au-delà de 37 millions de livres. Anne l'a vu augmenter jusqu'à 60 millions, Élisabeth jusqu'à 90; et au commencement du règne de Catherine, le trésor qui comptait sur 100 millions, compta bientôt jusqu'à 200 millions de livres.

Ces revenus ne peuvent qu'aller toujours en croissant, vu les nouvelles acquisitions de la Russie en Pologne; les sources en sont aussi riches que nombreuses. Nous passerons sous silence les confiscations immenses faites sur des particuliers polonais, pour avoir coopéré à la défense de leur patrie, et les impôts arbitraires auxquels ces nouvelles acquisitions sont assujetties. Il est à remarquer que la Russie s'est adjugé en outre en partage les domaines nationaux les plus vastes et les plus productifs, ainsi que les domaines de la couronne, situés en Lithuanie.

Le fisc russe ayant mis au nombre des priviléges de la couronne la distillation des eaux de vie, tirera de cette seule branche de revenu bien des millions, vu que ces provinces, fertiles en bled, sont dans l'usage d'employer à ce genre de commerce une grande partie de leur superflu. Ajoutons à ce principe de fiscalité le monopole de la couronne sur les bois de mâture et de construction, et même sur les bleds ; et qu'on calcule après le produit immense de ces nouveaux états de la Russie pour son trésor.

On n'ignore pas à quoi se réduisait anciennement le commerce de la Russie, quand Archangel, son seul port, fut découvert par les Anglais au seizième siècle, et que les négocians conduits à Moscou reçurent de Jvan les honneurs des ambassadeurs. Ce n'est pas seulement à raison de leur barbarie, mais plus encore à cause du manque d'excédent de productions du sol, qui constitue une branche de richesse réelle, que le commerce moscovite a été plus long-temps inconnu à l'Europe que celui d'Amérique, et qu'il n'a

fait que languir jusqu'à l'époque de l'émigration des hordes moscovites vers le Midi et l'Occident. Les négocians les plus expérimentés ont unanimement appelé la Livonie, la Petite Russie, et tous les pays enlevés aux Polonais, le Paradis terrestre, à cause de leur fécondité et de leur climat, en opposition aux autres contrées âpres et glaciales de l'Empire Moscovite. La Russie tire de l'Ukraine, dit, entre autres publicistes, Raynal, la plus grande partie de ses consommations et des objets de son commerce. Elle n'en obtient pas la vingtième partie de ce qu'on pourrait lui demander.

En ne considérant que les trésors incalculables que la Russie a obtenus exclusivement dans son dernier partage, relativement aux bois de construction et de mâture dans les contrées situées sur Boristêne, Pripec et Dniester, on serait tenté de croire que les autres nations maritimes et commerçantes ignorent les avantages immenses que la Russie peut retirer de l'économie forestière, ou qu'elles consentent à lui abandonner l'em-

pire des mers, et à faire dépendre de ses lois la nécessité où elles se trouvent d'avoir une marine militaire et marchande.

Dans nos réflexions sur les richesses territoriales de la Pologne, nous avons donné l'esquisse des productions de ces nouveaux états, qui peuvent alimenter son commerce sur la Mer Noire et sur la Baltique, à l'exclusion même de la Prusse, qui pouvait se flatter des avantages exclusifs par la possession de la Vistule : et si annuellement on a observé que la balance du commerce penchait du côté de la Russie, qu'on calcule jusqu'où peut aller, dans le nouvel ordre de choses, les avantages qui vont s'accroître en faveur de cet empire, ne fût-ce que par l'accroissement de sa marine marchande et militaire.

La Russie, après avoir humilié la Suède, et envahi ses meilleures provinces, a bien voulu lui accorder, comme une faveur spéciale, par le traité d'Abo, la permission d'acheter dans ses ports de Finlande des grains jusqu'à la concurrence de 50,000 roubles, sauf pourtant les années de disette;

bien entendu que le cabinet de Pétersbourg s'en réserve la décision. Nous ne citons cet exemple que pour faire sentir aux autres nations à quelle dépendance elles s'assujettissent, en souffrant que la Russie se rende maîtresse de toutes les richesses territoriales du Nord et de son commerce.

Ce sont ces nouveaux avantages de la Russie qui lui ont procuré, sous bien des rapports, les moyens de dominer au Nord et d'influencer sur le Midi.

Qu'on compare sa position actuelle à sa position primitive ; et on se convaincra de cette vérité ; on trouvera qu'à raison de son empiétement sur la Pologne, elle porta atteinte à l'ancien système de l'Europe, ou plutôt qu'elle a changé absolument la politique et les intérêts de cette partie du monde. On dirait que la Russie est devenue presque le centre commun d'espérance et de crainte.

Nous croyons donc pouvoir établir comme principe que l'attitude imposante de la Russie, à l'égard de tant de nations, n'est qu'un résultat naturel de l'anéantissement de la

Pologne. Cette barrière une fois renversée, ou plutôt ce point central où aboutissaient tous les intérêts du Nord, anéanti, rien ne peut plus embarrasser la Russie dans sa marche, ni contre-balancer sa force. Elle a acquis toutes les ressources d'une puissance réelle ; elle peut surprendre au dépourvu ses voisins isolés : tout secours réciproque, toute diversion prompte et efficace est devenue difficile. Chacun d'eux ne peut compter que sur ses propres forces, avec lesquelles il ne peut balancer celles de la Russie. Dans cette situation critique, ils n'osent même former des ligues, crainte d'être terrassés avant de pouvoir rien tenter. La Suède est reléguée au-delà du golfe de Finlande; les Turcs, à proprement parler, sont reculés au-delà du Danube, tandis que la Prusse, loin de trouver quelque appui dans ses voisins, ayant tout à craindre de l'Autriche et de la Saxe, est, relativement à la Porte Ottomane, comme le Danube est à la Vistule.

Si cette vérité nous paraît démontrée, d'après la position topographique des états

respectifs, la conséquence est incontestable qu'après l'extinction de la Pologne, la Russie peut, sans obstacles, opprimer ses voisins, et se jouer impunément des puissances du Midi, dont les communications avec leurs alliés au Nord sont coupées, et les moyens de se venger de leurs propres outrages devenus presque impossibles.

Dans les principes généraux des maximes d'état, relativement à l'esprit de modération et de conservation de la paix, il faut faire une exception à l'égard de la Russie. Elle a constamment, à l'exemple des Romains, augmenté par ses guerres la masse de sa puissance. Elle a gagné en Pologne de quoi vaincre les Suédois, en Suède de quoi conquérir les Turcs, menacer la Prusse, se rendre nécessaire à l'Autriche et inquiétante pour le Midi.

Jusqu'à Jvan Wasilevitz, les Moscovites, au milieu de leurs déserts, regardés comme un peuple barbare, ne faisaient point partie du systême de l'Europe. l'Autriche fut la première qui, dans ses vastes projets d'ambi-

tion, ennemie cruelle de la Pologne et de la Porte, chercha à contracter des liaisons politiques avec la Russie : tandis qu'à cette même époque, l'Angleterre, dirig é par ses principes de commerce, parvint à la connaître, et trouva son intérêt à la ménager. La reine Elisabeth, avertie de la position critique de Jvan IV, lui offrit même une retraite au besoin en Angleterre.

Mais les succès de l'ambition de la Russie, qui se préparaient en silence, ne pouvaient éclater qu'à l'époque où, envahissant nos meilleures provinces, elle s'empara même des rênes de notre gouvernement. La mort de Sobieski approchait : l'élection d'un nouveau roi devait fournir aux Russes les moyens de dominer en Pologne. Pierre le Grand fit élire Auguste II, et eut en lui un instrument docile. Il influença la diète, souffla la guerre civile, et parvint par le traité de Narva à nous envelopper dans une guerre étrangère contre la Suède. Vainqueur de Charles, pour consommer tous ses projets d'ambition, il lui restait à réduire la Pologne, illustre et

belliqueuse, à la plus absolue nullité. Il y parvint en 1716. Après avoir fomenté les dissentions intestines qui déchiraient notre malheureuse patrie, il se déclara médiateur entre Auguste II et son peuple. Nos forces militaires montaient à peu près à cent mille hommes ; on pouvait alors facilement les tripler : mais les insinuations de Pierre, d'abord amicales, et bientôt impérieuses, forcèrent le gouvernement à réduire l'armée à 22 mille hommes pour la couronne, et six mille hommes seulement en Lithuanie, comme la province la plus limitrophe de la Russie. C'est par ce seul trait machiavélique que Pierre, ayant détruit absolument notre puissance militaire, et par conséquent notre puissance fédérative à l'égard des autres états de l'Europe, donna le libre essor à ses vastes projets. Il fit marcher ses troupes en Allemagne, jusqu'à réveiller les inquiétudes du corps germanique, qui se lia contre lui en 1719. Il va plus loin, il médite le bouleversement de l'Europe entière ; il prétend disposer du trône d'Angleterre, de celui de Pologne et du duché

de Meklembourg, pour humilier le roi de Danemarck.

En partant de cette position de la Russie, jetons un coup-d'œil rapide sur le nouvel ordre de choses. Le systême de Richelieu, qui assura à la France une influence imposante au Nord, allait s'écrouler. La Suède, affaiblie et humiliée par le traité de Neudstat, refuse même d'accepter, en 1734, le renouvellement du traité des subsides qui lui était proposé par la France; elle va jusqu'à se déclarer l'amie de la Russie. Si, par la suite, la nation assemblée en diète cherche à revenir à ses vrais principes, se lie avec Louis XV, et déclare, en 1741, la guerre à la Russie, il est déjà trop tard; ses efforts sont vains; elle succombe sous le poids de la force de son ennemi, et se voit forcée d'accepter le traité d'Abo, dicté par Élisabeth, et de reconnaître pour son roi Adolphe Frédéric, que la fière Czarine lui désigne.

La Suède dut se ressouvenir que sa dégradation fut scellée au moment où, par une soumission humiliante envers la Russie, elle

déclara, en 1734, qu'elle ne prétendait pas se mêler des affaires de la Pologne ; ce qui signifiait qu'elle voyait avec une apathie scandaleuse l'abyme qui allait engloutir les Polonais, et dans lequel elle devait tomber à son tour.

La ligue se forme en 1745 contre la Prusse ; la Suède est obligée de suivre l'impulsion de la Russie ; Élisabeth conspire de nouveau la perte de Frédéric en 1756 ; le cabinet de Stokolm se déclare en même temps son ennemi ; et après avoir essuyé mille revers, aussitôt que Pierre III monte sur le trône, et change de principes à l'égard du roi de Prusse, la Suède, malgré que la France continuât de rester en guerre, n'a d'autre choix que de suivre l'exemple du cabinet de Pétersbourg.

Le cabinet de Versailles favorise la révolution de 1772 arrivée à Stokolm ; il se flatte, par le changement survenu dans le gouvernement, de trouver un allié plus actif dans Gustave : il n'en reçoit que des preuves éphémères. Mais la coalition se forme contre la

France : le roi de Suède, par le choix de l'ambitieuse Catherine, devait être à la tête de cette monstrueuse ligue. Il serait inutile d'exposer la situation actuelle de la Suède.

La France, toujours fidèle à son systême d'abaisser la maison d'Autriche, s'unit, après la mort de Charles VI, avec le roi de Prusse, puissance nouvelle qui allait s'agrandir par l'acquisition de la Silésie. Les intérêts réciproques garantissaient cette union devenue comme naturelle ; cependant, quand le roi de Prusse changea de principes à l'égard de la France, on n'a plus remarqué qu'une fidélité équivoque de sa part pour les engagemens contractés. Il faut convenir aussi que, pour l'intérêt de sa conservation, qui est celui de tout état bien gouverné, Frédéric, ne pouvant s'assurer de la solidité du systême du cabinet de Versailles, vu la faiblesse et la fluctuation du ministre Fleury, dut se rapprocher de l'Autriche, de crainte que la Russie, unie avec ses ennemis, ne vînt à retomber sur lui seul de tout le poids de sa masse.

Convenons que la position topographique de la Prusse devait jeter beaucoup d'incertitude dans sa politique, comme dans son existence, depuis que l'ambition destructive de la Russie allait toujours en croissant.

L'expérience de la guerre de 1756 a prouvé, plus que toutes les conjectures politiques, que si Frédéric n'y a pas succombé, c'est qu'il a su se ménager un parti dans le cabinet de Pétersbourg, par l'influence de Pierre III, successeur présomptif, et que conséquemment la lenteur des opérations du Feld-Maréchal d'Apraxim a reculé les désastres que l'armée russe préparait aux états prussiens : bientôt, par la substitution du général Fermer, des revers funestes se sont accumulés sur la Prusse. Frédéric, après la bataille de Kunensdorff, écrivit à la reine qu'elle eût à quitter Berlin sur le champ, avec toute la famille royale, que les archives fussent transportées à Postdam, et que la ville cherchât à capituler.

L'existence politique de la Pologne concourait encore à sauver la Prusse de la chûte

dont elle était menacée. Deux causes ont ralenti la marche et l'activité des troupes russes : d'abord Élisabeth était obligée de demander la liberté du passage par les états de la République ; en second lieu ses troupes trouvèrent avec difficulté, sur-tout dans la Lithuanie, de quoi subsister et former des magasins. Les particuliers favorisaient plus les Prussiens, et leurs agens avaient la préférence dans les achats de grains, fait peu connu peut-être, mais néanmoins bien constant.

Frédéric, convaincu de l'influence de la Russie dans le gouvernement de la Pologne, craignait que cette dernière puissance ne fût forcée d'épouser la querelle que son roi, comme électeur de Saxe, soutenait contre la Prusse. C'est alors que le cabinet de Berlin publia ses considérations sur la conduite de la République de Pologne. En voici quelques expressions : *La Prusse sera toujours le plus fort boulevard de la Pologne contre ceux qui voudront empiéter sur son indépendance, tout comme elle ne pourra plus se soutenir contre un*

voisin qui pourrait parvenir à conquérir la Pologne ou à s'y rendre souverain. Oracle à jamais mémorable, prononcé par le plus grand homme dont la Prusse puisse s'honorer. La Pologne n'existe plus : la monarchie prussienne pourra-t-elle lui survivre long-temps ? Nous laissons le cabinet de Berlin y réfléchir, d'après les principes de Frédéric le Grand.

Si telle a été l'influence de la Russie au Nord, elle ne se faisait pas moins sentir au Midi. Tant que la Russie ne se déclara pas formellement dans la guerre de 1740, le sort des armes parut indécis : mais aussitôt que ses troupes auxiliaires se furent portées, en 1747, vers le Rhin, on a vu la paix conclue l'année suivante. Si quelque temps après le cabinet de Saint-James trama des hostilités contre la France, c'est qu'il s'était assuré de l'assistance de celui de Pétersbourg. En vain la France faisait voir à l'Europe entière sa modération, l'Angleterre, comptant sur un secours russe de 55,000 hommes, ne respirait que la guerre. L'existence de la Pologne seule embarrassait l'exécution du projet concerté.

L'expérience de la dernière guerre avait fait voir que l'embarquement des troupes russes à Lubek, et leur passage à travers la Moravie et la Bohême, apportaient beaucoup de lenteur dans leur marche. C'est pourquoi le roi d'Angleterre se chargea de négocier auprès de la République de Pologne leur libre passage par son territoire ; obstacle au renversement duquel la Russie visait toujours pour se frayer un chemin vers le Midi.

Catherine y parvint. En montant sur le trône, elle voit toutes les puissances épuisées par une longue guerre ; elle fait sentir à la cour de Vienne qu'elle ne peut engager ses forces avec succès contre ses ennemis, sans l'appui de la Russie ; elle se fait un point capital de convaincre la Prusse que c'est au changement de système du cabinet de Pétersbourg qu'elle doit son salut ; elle a vu l'influence de la France au Nord et sur la Porte s'anéantir : c'est alors que le moment lui parut favorable pour exécuter le vaste projet d'assujettir la Pologne. D'abord elle dispose de notre trône, et au moment où elle nous

charge de fers , elle feint d'assurer par ses déclarations les plus solennelles, l'indépendance de la République et l'intégrité de son territoire. D'un autre côté, pour nous réduire plus facilement, elle cherche à réveiller des querelles de religion entre les dissidens et les catholiques, et à allumer les torches du fanatisme, fléau jusqu'alors inconnu parmi nous (*). La nation, éclairée sur les véritables motifs de la Czarine, réclama, les armes à la main, son indépendance et son intégrité ; mais la Russie, qui avait compté d'avance sur la cupidité de quelques-uns de nos voisins, et sur l'apathie et la faiblesse des autres, était sûre de consommer notre destruction. Rien n'arrête plus Catherine dans ses projets d'envahissement. Elle se fraye un chemin facile vers l'antique Bysance, sans qu'aucun allié de la Porte puisse la secourir à temps. Elle va jusqu'à exclure nommément

(*) La Pologne n'avait jamais été en proie aux guerres de religion, lorsque Henri de Valois, en 1573, fut appelé au trône de Pologne ; ce prince, qui avait été témoin des massacres de la S. Barthélemy, jura par les *Pacta conventa*, *pacem inter dissidentes servabo*. Ce serment fut toujours renouvelé depuis, et religieusement observé par les rois de Pologne.

et ouvertement la France de toute médiation ; elle se contente pour le moment d'humilier les Turcs par le traité de Kainartzig ; elle feint d'abord de la modération dans l'usurpation de leurs états. La guerre d'Amérique, qui occupait l'Europe presque entière, lui présageait un moment favorable à ses vues spoliatrices. Elle trouve un prétexte de réprimer l'humeur inquiète des Tartares de la Crimée. Son véritable but était facile à démêler : elle aspirait à l'envahissement de cette presqu'île. Elle en publie la déclaration, (en 1783) et consomme son projet.

Pour se rendre sans concurrence maîtresse de la Mer Noire, et pour s'assurer de tous les ports et de tous les parages, elle étend ses usurpations jusqu'à la Mer Caspienne, soumet les Tartares de Kuban, la Circassie et la Géorgie ; enfin, pour consolider son commerce avec la Perse, elle parvient à subjuguer aux environs d'Orembourg divers corps de Cosaques.

Les principautés de Valachie et de Moldavie avaient été déjà l'objet de la cupidité

de Pierre Ier; mais la bataille qu'il perdit sur le Prut le fit échouer.

La Russie peut aujourd'hui les incorporer à ses domaines, ou en disposer en faveur de la maison d'Autriche, suivant son bon plaisir. Pendant les longues et sanglantes guerres qu'elle soutint contre les Turcs, elle a fait subsister ses troupes dans ces principautés; et au premier signal de nouvelles hostilités, elle peut, par le Dniester, s'en emparer sans obstacle. Depuis que ses consuls sont allés s'établir à Bucherest et à Jassy, la Russie est la vraie dominatrice de tout ce pays; elle dispose de ses princes; elle tient les rênes du gouvernement entre ses mains, et s'immisce dans tous les détails de l'administration intérieure.

La Moldavie a plus de 120 lieues communes de long, sur 40 de large. L'étendue de la Valachie est de plus de 100 lieues dans l'une et l'autre dimension. Ces deux principautés sont à peine connues en Europe : il n'y a guères que la Russie et l'Autriche qui en sentent l'importance et la valeur. Dans les dernières guerres, elles ont été à portée

d'en apprécier les ressources immenses en productions de toute espèce, pour y avoir fait subsister leurs troupes : les montagnes de la Valachie renferment des mines précieuses.

C'est ainsi que la Russie franchit toutes ces barrières, pour conquérir au premier moment favorable le reste de l'Empire Ottoman. Elle peut le surprendre à l'imprévu par la Géorgie d'un côté, et de l'autre par les anciennes frontières de la Pologne, de la Crimée et de la Valachie.

Mais ce n'est pas seulement par la voie des armes qu'elle peut compter sur cette conquête. Constantinople tirait une grande partie de ses subsistances de la Chersonnèse Taurique. Les princes de Moldavie et de Valachie sont obligés de lui fournir une certaine quantité de grains. La Russie, maîtresse de l'excédent des richesses territoriales de toutes ces contrées, peut, à la première rupture, jeter l'alarme dans cette capitale, par la défense de toute exportation. Les partisans de la Russie ne dissimulent pas que cette défense entre ses mains, en occasion-

nant la disette dans Constantinople, est un moyen sûr d'y exciter la guerre civile, et conséquemment d'opérer sa ruine.

L'Europe entière a vu l'agrandissement progressif de cet ennemi commun, et l'a toléré. Pendant la guerre d'Amérique, toutes les puissances du Midi ont dû se convaincre de quelle importance est pour elles la navigation sur la Baltique, et de quelle nécessité est la liberté bien assurée du commerce au Nord. Dans le courant d'une seule année, (1782) on a compté jusqu'à 8,330 vaisseaux marchands qui ont passé le Sund. C'était pourtant la Russie qui disposait de ce passage. Le Danemarck et la Suède, obligés de suivre l'impulsion du cabinet de Pétersbourg, ont conclu un traité de neutralité armée. La Czarine, qui l'a dicté, a pu prononcer à son gré sur les tarifs des douanes, sur la validité des prises, sur les objets de contrebande, sans qu'aucune puissance osât réclamer contre l'injustice et la partialité.

Que les prétendus politiques, ou les écrivains salariés par la Russie, qui osent avancer

que cette puissance ne peut être inquiétante au plus que pour quelques-uns de ses voisins, réfléchissent sur ce seul fait.

Tous les états maritimes et commerçans ont bien aperçu cette supériorité marquée de la Russie ; mais écartés une fois de leur système politique, au lieu de se liguer pour en prévenir les suites alarmantes, ils ont à l'envi disputé sa faveur. Depuis cette époque, l'impérieuse Catherine vit son cabinet devenir le centre de toutes les négociations du commerce. La Hollande, déchue de son état florissant de commerce au Nord, cherchait à y regagner le soutien principal de sa marine marchande. L'Angleterre y brigua, à son ordinaire, le privilége exclusif. Le roi de Naples suit le torrent, et ouvre son port de Brindizi à la marine militaire et marchande de la Russie, sans que les puissances du Midi osassent en témoigner leur inquiétude. La France, après avoir perdu tout son ascendant et sa considération au Nord, se voyait réduite, à l'instar du Portugal, à rechercher l'amitié de la Russie. Le traité de commerce,

conclu en 1787, fut regardé par le cabinet de Versailles comme un chef-d'œuvre de politique. Mais outre que, dans le fait, les intérêts de la France y étaient moins favorisés, puisque les droits imposés sur ses vins excédaient ceux sur les vins d'Espagne et de Portugal, la première occasion a mis assez en évidence la conduite artificieuse des Moscovites, et leurs desseins hostiles envers la France.

La révolution éclate : la Russie saisit cette occasion ; elle sonne par-tout l'alarme, et parvient à former une coalition. Elle voit presque toutes les nations engager leurs forces, et se miner dans une guerre désastreuse, sans y prendre d'autre part directe que d'en recueillir les avantages. Elle désigne pour sa proie le reste des débris de la Pologne. Mais ce qui l'intéresse bien plus, c'est l'espoir que la France va être morcelée et écrasée sous le poids de tant de masses ; et qu'alors, débarassée d'une seule puissance rivale, elle pourra sans obstacle se faire couronner à Constantinople, parvenir à une monarchie

universelle, et tenir la balance du commerce de l'Europe et de l'Asie. Heureusement pour le bonheur du genre humain, la valeur et la sagesse des Français ont déjoué les projets orgueilleux de la Sémiramis du Nord.

Tout est dit sur ce sujet ; c'est à présent aux vainqueurs à poser des bornes à la cupidité d'une nation qui, à peine échappée de la barbarie, voulait y replonger l'Europe entière. C'est à la France à reprendre sa place naturelle dans l'ordre des puissances, à assurer par un systême d'équilibre général la tranquillité solide et permanente du reste des nations.

ARTICLE IV.

Quels sont les motifs qui nécessitent la restauration de la Pologne?

DANS l'ordre politique comme dans l'ordre physique, on ne guérit le mal qu'en l'attaquant dans son principe. Or, s'il est évident que la puissance russe ue s'est élevée à cette hauteur colossale si alarmante pour l'Europe, que sur les ruines de la Pologne, on doit en conclure que le seul remède à ce mal reconnu est dans la restauration de cette puissance. Tous les autres moyens paraissent insuffisans et momentanées.

C'est de ce principe que découle la nécessité de faire revivre la Pologne, pour ôter à la Russie cet excès de puissance dont elle menace la liberté publique. Le systême de politique passive, gardé jusqu'à présent par quelques puissances du Midi et du Nord à l'égard de notre existence, est provenu sans doute de l'espoir que la ligue co-partageante

se contenterait de ses premiers envahissemens. Le projet de la ruine totale d'une nation ne les alarmait pas, parce que, dans l'ordre politique et naturel, son exécution leur paraissait impossible. Mais lorsqu'enfin un aussi monstrueux phénomène s'est réalisé par les manœuvres de la Russie, à la faveur d'un embrasement général, se peut-il qu'à la vue de cette explosion, qui a ébranlé tout le système de l'Europe, les autres états restent dans une contemplation oisive ?

Les débris des provinces de la Pologne, après le partage de 1773, étaient encore suffisans pour lui conserver ses liaisons politiques et ses rapports commerciaux avec le reste de l'Europe. Les trois puissances co-partageantes crurent trouver dans l'égalité de leur partage le systême d'équilibre. Mais l'anéantissement absolu de la Pologne plongerait le monde politique dans un épouvantable chaos. L'envahissement de ces vastes et riches contrées ajouterait un tel poids à la balance du commerce, et aux forces tant réelles que relatives de la Russie, que les autres puis-

sances, même associées à la ligue, n'existeraient à la longue que sous son bon plaisir.

C'est pourquoi la Pologne doit retrouver son principe de vie, même dans son principe de destruction. Bientôt les cours copartageantes se trouveront dans des rapports inverses de leur dessein primitif. Les intérêts qui les dirigèrent vers un même point de réunion en 1773, se contrarient déjà aujourd'hui. Après le bouleversement total d'une nation intermédiaire, les jalousies et les méfiances doivent succéder aux motifs qui les avaient réunis. Quelque contre-poids qu'elles cherchent à établir entre elles, elles n'y sauraient réussir. La balance ne peut plus pencher que d'un seul côté, du côté de la Russie.

Tout est relatif : la Prusse, qui en apparence s'est accrue par le dernier empiétement sur notre territoire, n'est au fond que déchue de beaucoup, relativement au degré de force acquise par la Russie, au moyen de l'inexistence de la Pologne; de manière que si, d'après la position respective de ces deux puissances,

la situation actuelle de la Prusse est, sous tous les rapports, celle d'un état menacé par une force majeure et destructive, il en résulte pour elle la nécessité absolue de rétablir l'ancien systême au Nord, c'est-à-dire, de faire revivre entre elle, la Porte et la Russie, une puissance intermédiaire.

Les plus fameux publicistes de nos jours croient, non sans raison, pouvoir soutenir qu'entre deux nations, un autre empire établi est quelquefois la meilleure barrière qu'elles puissent avoir ; et il est imprudent et dangereux de se donner, par l'extinction d'une nation interposée, un voisin ambitieux, turbulent, guerrier et puissant. Je laisse le cabinet de Berlin aux prises avec Montesquieu et Raynal, et je poursuis mes réflexions.

Nous avons remarqué que dans différentes époques, la Russie, en nous enlevant un pays immense, depuis le 41me degré de longitude, jusqu'au 55me, y a gagné une population de 8,789,994 habitans, tandis que la Prusse, de son côté, par la première acquisition de la Prusse occidentale, a dû obtenir une po-

pulation à peu près de 400,000 ames. Dans le deuxième partage, en 1793, elle en a acquis 1,136,389. Enfin dans le dernier morcellement de la Pologne, la population, pour son lot, peut à peine monter à 867,282. Total, 2,403,591. Donc, moins que la Russie, 6,386,403.

Il serait superflu d'analyser, d'après ce calcul, la supériorité de la Russie, tant en puissance militaire qu'en puissance pécuniaire. C'est au cabinet de Berlin à peser cette différence, pour voir si la Prusse, par l'extinction de la Pologne, s'est agrandie à proportion de la Russie.

Dans le dernier partage le Roi de Prusse a acquis les provinces les moins peuplées, les moins fertiles et les moins propres au commerce et aux manufactures ; c'est-à-dire, le duché de Mazovie, dont encore les habitans sont les moins disposés à s'amalgamer avec les Allemands ; ils sont leurs ennemis naturels, en haine des Chevaliers de l'Ordre Teutonique, qui ont si long-temps ravagé leur province. Les Mazoviens ont en horreur

l'idiome allemand; ils sont tous catholiques jusqu'à l'intolérance : c'est encore dans ces provinces qu'il se trouve le moins de biens nationaux. Varsovie, qui est du lot de la Prusse, ne peut être un objet capable de contre-balancer la disproportion du partage. Cette capitale, dont la population et les richesses étaient l'effet du séjour du roi, des ministrès étrangers, des diètes, etc. enfin une ville soutenue uniquement par le luxe et le faste des riches, changée tout à coup en une ville de province, éloignée de cent cinquante lieues de la nouvelle capitale, ne peut devenir bientôt qu'un désert : et il reste à remarquer que la diminution de sa population, qui montait jadis à 80,000 ames, est autant à retrancher de la masse totale échue en partage à la Prusse.

La Russie, dans ses usurpations, a rencontré tous les avantages possibles. Les peuples méridionaux de la Pologne, par leur caractère vif et entreprenant, ont toujours été regardés comme les plus guerriers et les plus faciles à se naturaliser avec les

Russes, tant à cause de l'idiome qui est presque le même, qu'à cause de la religion qui est en grande partie la grecque.

La fécondité de ses contrées ne peut nullement être comparée avec celle des pays occupés par la Prusse. Pour ne pas tomber dans des redites, nous renvoyons sur cet objet nos lecteurs à nos réflexions sur les richesses territoriales de la Pologne : on y trouvera également les observations sur les avantages exclusifs de la Russie sous le rapport du commerce. Il nous reste à y ajouter que rien ne peut compenser les pertes incalculables que les manufactures, les arts et le commerce en général vont souffrir dans les états du Roi de Prusse, par l'extinction de la Pologne. Une grande partie des trésors provenant des richesses territoriales qui circulaient dans les provinces, et venaient aboutir à Varsovie, comme ville capitale, refluaient ensuite par différens canaux dans la Silésie et les autres provinces prussiennes. Mille bras attachés aux différens ateliers étaient entretenus par notre défaut de fabriques et

par le luxe des grands. Breslow, Francfort sur l'Oder, et vingt autres villes ne devaient leur commerce qu'à leurs rapports directs avec des Polonais assujettis aujourd'hui à la Russie. Toutes ces sources de population et de richesses pour la Prusse seront donc à jamais taries, si les choses restent dans leur état actuel.

C'est la Russie qui s'est adjugé en partage les domaines de la couronne en Lithuanie, et les domaines nationaux les plus vastes et les plus productifs du côté du Boristêne, ainsi que les riches évêchés et les biens conventuels en Lithuanie.

Cette simple esquisse sur l'inégalité du partage suffit pour faire connaître la prépondérance de la Russie. Mais pour se convaincre que tout commande à la Prusse de changer, ou du moins de modifier son systême, on n'a qu'à passer de l'examen de la supériorité des forces réelles de la Russie à celui de la supériorité de ses forces relatives. Frédéric II reconnaissait bien dans ce voisin redoutable une puissance menaçante pour

la monarchie qu'il voulait décréer ; il savait qu'Elisabeth se proposait déjà pour garante du nouveau systême de l'Empire qui devait résulter des conquêtes faites sur ses Etats, et que la France devait être exclue de la garantie : il ne voyait dans cet état de crise qu'un seul contre-poids, c'était dans la force ottomane. C'est pourquoi il s'en rapprocha par un systême réfléchi, et fit agir tous les ressorts auprès du Divan pour y obtenir une diversion auprès des deux Cours Impériales.

Or, si les choses restent *in statu quo*, le Cabinet de Berlin peut-il compter sur l'appui des Musulmans relégués presque au-delà du Danube, paralysés dans toutes leurs forces, et menacés d'une ruine entière.

Si le Danemarck et la Suède ne sont détachés de la Russie par l'effet d'un plan concerté, la Prusse peut-elle en obtenir des secours au besoin ? Et si l'Autriche conserve autant de moyens qu'elle a d'intérêt et de disposition à être unie avec la Russie, et à agir de concert contre la Prusse, qui

sera le garant, je ne dis pas de sa tranquillité solide, mais de sa conservation ?

Enfin, si la Saxe, après tant de pertes que lui fait éprouver la Maison de Brandebourg, ne parvient à les réparer par quelque combinaison politique, ne doit-elle pas naturellement saisir la première occasion de faire cause commune avec l'Autriche ?

Quand Frédéric II publia, entre autres, une déclaration portant que la puissance de la Maison de Brandebourg, et la liberté de la Pologne étaient indivisibles, et que la perte de l'une entraînerait toujours celle de l'autre, il suivait les principes d'un roi juste et d'un politique profond. Quand il en dévia, en se réunissant aux Puissances coalisées, il put se laisser séduire par les avantages d'un arrondissement de ses États que lui présentait l'acquisition de la Prusse Occidentale; mais l'anéantissement total de la Pologne ne serait jamais entré dans son systême : dans tout le cours de son règne, il dirigea toutes ses vues pour empêcher que la Suède, la Porte et la Pologne, ne de-

vinssent les victimes de l'ambition de la Russie.

La conduite de Frédéric-Guillaume répondait aux principes de Frédéric-le-Grand. Occupé de notre existence politique autant que de sa propre conservation, il contracta une alliance avec la République en 1791. Cette démarche, dictée par la conviction d'une utilité réciproque, aurait pu, malgré le premier démembrement de notre territoire, rendre à la Pologne son ancienne splendeur, si la politique avait permis au Cabinet de Berlin d'être fidèle à ses engagemens. Il y a lieu de croire que la Prusse, sensible à la voix de son intérêt, cessera d'être indifférente sur l'accroissement de la Russie, et concourra au rétablissement d'un état intermédiaire, dont l'existence, en lui promettant tous les avantages possibles, ne peut lui devenir dangereuse sous aucun rapport.

Nous nous bornerons à l'examen de l'intérêt de la Prusse, persuadés que l'Autriche, dominée par le Cabinet de Pétersbourg, ne

consulte pas dans ce moment ses véritables intérêts. D'ailleurs, les avantages de la Russie, obtenus à l'exclusion de l'Empereur, dans le partage de notre pays, sont trop évidens pour être discutés. Il n'a eu aucune part à celui de 1793 : leurré par l'espoir de l'anéantissement de la France, il abandonna la Pologne en proie à la Russie. Mais ce qu'il est bon de remarquer, c'est que la Russie ne dissimule plus qu'à la première occasion elle est disposée à arracher à l'Autriche la meilleure partie de la Galicie, jusqu'au fleuve de San, à titre de son autocratie sur toutes les possessions connues anciennement sous le nom de Russies, dont les limites s'étendaient jnsqu'à ce fleuve.

La Cour de Vienne remit, en 1764, une déclaration à la République, portant qu'elle s'empresse de faire connaître l'intérêt qu'elle prend au maintien de la Pologne dans tous ses droits et dans toutes ses possessions.

Bientôt après elle fut la première à donner l'exemple de l'envahissement de nos provinces. Elle sent aujourd'hui les funestes

effets de son injustice , ainsi que de ses démarches impolitiques dans ses liaisons avec la Russie , pour détruire une nation toujours utile et jamais nuisible.

La politique et le commerce lièrent de tout temps les affaires du Nord à celles du Midi. Ces rapports , depuis trois siècles , au lieu de se ralentir , n'ont fait que se consolider. Une Puissance quelconque de l'Europe ne peut abuser de la supériorité de ses forces contre une nation voisine , sans que les autres états les plus reculés n'en ressentent le contre-coup funeste. En vain les Puissances se flatteraient - elles de quelque moment de repos , si , isolées entre elles , elles ne pouvaient compter sur l'identité de leurs intérêts.

Cette vérité ne peut être mise en question. C'est d'après ce principe du monde politique , soutenu par le système d'équilibre , que la cause de la Pologne ne peut être que celle de toutes les nations , et que son anéantissement , si funeste au Nord , ne ne peut devenir qu'alarmant pour le Midi.

Autrement, au moment que l'Europe voudra se reposer à l'ombre de la paix, la Russie, qui seule, au milieu de l'épuisement général, s'est accrue en force, se lèvera pour suivre ses projets d'ambition et de conquêtes.

Par l'extinction de la Pologne, la Russie est devenue telle, qu'elle peut imposer à ses voisins isolés au Nord, tandis qu'à la faveur de son éloignement et de son union avec l'Autriche, la Cour de Naples et l'Angleterre, elle peut, sans crainte, braver les Puissances du Midi. Or, si faute d'un systême d'équilibre général, la Russie reste dans sa position actuelle, que deviendra celle de la France? Redoutée des nations voisines, elle pourra être outragée impunément sous tous les rapports politiques et commerciaux au Nord, ne pouvant, par les obstacles physiques, y déployer avec succès ses forces militaires; elle ne pourra plus compter sur ses opérations politiques.

Il serait superflu de vouloir entrer dans de plus longs détails. C'est à présent à la République Française, de concert avec ses

Alliés, à calculer s'il est de leur intérêt de laisser le champ libre aux congrès de Reychenbach et de Pilnitz pour décider du sort des Nations, s'il est de leur convenance de perdre toute influence au Nord, si, sans s'exposer, ils peuvent consentir que la Porte n'existe plus, que les Souverains de la Russie, à l'exemple de Marguerite, réunissent sur leur tête les trois couronnes du Nord, et que la Prusse reste dans la position d'un Etat opprimé ou menacé.

L'objet du commerce est aussi trop important, pour que les Nations maritimes et commerçantes ne réfléchissent pas si la domination de la Russie sur six mers, avec la possession exclusive de tant de richesses territoriales, s'accorde avec leurs intérêts respectifs. La balance du commerce ne peut être qu'à son avantage. Maîtresse des denrées de première nécessité, ainsi que des matières premières de la marine, les autres Nations, sur-tout dans les temps de guerre, se trouveraient dans le cas de subir ses lois. Depuis la ligue Anséatique jusqu'à nos jours,

l'expérience n'a que trop prouvé que c'est au Nord que les Puissances du Midi ont toujours cherché à s'approvisionner.

Enfin il reste à savoir si les Nations peuvent renoncer au maintien des traités les plus solennels, de manière que la Pologne ne puisse réclamer l'appui des Puissances qui lui ont garanti son existence par le traité d'Oliva.

Quoique l'Univers entier reconnaisse la nullité des droits forgés par la Russie sur notre pays, nous ne pouvons terminer cet article sans résumer l'illégalité de ses usurpations.

La trève d'Audruszow, en 1667, par laquelle elle garda nos Provinces transboristanes, n'était que de treize ans. Le traité de Grzimultow, en 1686, a été fait à l'insu de la République; et quand Pierre I[er], en 1710, en demanda, en pleine diète, la ratification, la Nation réclama également l'exécution du traité de Narva conclu en 1704, portant textuellement, art. 5, « Sa Majesté Impé-

« périale continuera la guerre contre la Suède « de cette manière que toutes les forteresses, « villes et châteaux dans toute l'étendue du « duché de Livonie qu'elle parviendra à re- « conquérir sur l'ennemi, ainsi que tout ce « qui appartient à la République, mainte- « nant occupé par les Suédois, seront res- « titués à la République, sans que Sa Ma- « jesté Impériale puisse pour cela répéter « aucune indemnité. »

Quand les Russes, contre la teneur de ce traité solennel, restèrent en possession de la Livonie, après en avoir dépossédé les Suédois, la Nation Polonaise réclama, en 1711 et 1720, ses droits imprescriptibles; déclarant qu'aucun traité n'est obligatoire pour elle, attendu que les conditions stipulées par la Russie n'avaient pas été accomplies.

En 1764, la Russie garantit solennellement, envers et contre tous, toutes les possessions et tous les domaines en général, tels qu'ils sont de fait, ou qu'ils peuvent être de droit, à la Pologne. D'après de tels en-

gagemens, non-seulement la République n'a pas dû s'attendre à de nouvelles usurpations, mais plutôt à la restitution de la Livonie, qui nous appartenait de droit.

En 1772, la Russie publia son exposé des motifs et des griefs énoncés contre la République, en réparation desquels, et sans avoir égard à la réponse de notre gouvernement sur la fausseté de ses titres, elle s'appropria, par le droit du plus fort, nos meilleures Provinces; elle en usa de même à l'égard de la Porte, en s'emparant de la Crimée à titre d'équivalent à ses prétentions.

A la suite d'une ligue liberticide, enfantée à Targovica par les satellites de la Russie, et décorée par elle du nom de confédération, on convoqua une prétendue Diète à Grodno, en 1793, pour exécuter un second partage. Si des traîtres l'ont signé, il y eut des vrais Polonais qui osèrent dresser des actes de protestation. Mais, ce qui est plus essentiel, la Diète constitutionnelle, sous les maréchaux Stanislas Malachovski et Cazimir Sapiécha, ne cessa d'exister et d'être revêtue du

pouvoir légal que la Nation leur avait confié. Elle n'était point dissoute, elle n'était qu'ajournée. Comment donc l'Assemblée de Grodno peut-elle s'arroger les pouvoirs d'une Diète représentative ?

Enfin, en 1795, la Russie, sans plus daigner recourir ni aux exposés, ni aux Diètes, prononça notre anéantissement total.

Puissances de l'Europe, les Huns, dans leurs usurpations, n'ont consulté aucune forme de droit, ni demandé aucune garantie ; mais depuis ces siècles de vandalisme, si la moindre acquisition par un Etat quelconque exige une renonciation de la part de celui qui cède, et une garantie de la part des autres Puissances, à quel titre la Russie pourra-t-elle garder ses usurpations sur la Pologne ? La Nation n'a jamais renoncé à ses droits imprescriptibles ; et nous aimons à croire que la France, avec ses Alliés naturels, au moment de la pacification générale, ne mettra pas le sceau à notre anéantissement par une garantie solennelle.

Nous en appelons, en finissant, à l'équité

des Nations, par ces expressions de notre confédération de Bar : « Que la justice op-« primée conserve toujours ses droits ; et « tant que les lois de la nature ne seront « pas un vain nom, les Polonais ne cesse-« ront d'espérer que leurs justes plaintes « intéresseront enfin toute l'Europe en leur « faveur. »

ARTICLE V.

Est-on fondé à croire que la Puissance colossale du Nord doive s'écrouler sous son propre poids, et puisse être ébranlée par une force étrangère?

Nous avons remarqué que c'était la mésintelligence des Puissances du Nord, et l'apathie de celles du Midi, qui ont principalement contribué à l'élévation de la Russie.

Jusqu'à présent, quoique toutes les nations soient instruites des progrès rapides de cet empire, et qu'aucune n'ignore les combinaisons révoltantes et destructives du Cabinet de Pétersbourg, les unes fondent leur sûreté sur l'éloignement qui les sépare de ce volcan dévorant, et prétendent que la Russie ne peut être à redouter que pour ses voisins : les autres, pour autoriser leur inertie ou la corruption de leur Cabinet, cherchent à se persuader qu'il ne faut pas s'inquiéter, parce que cette masse colossale est à la veille

de s'écrouler sous le poids de sa propre grandeur. Quelques politiques enfin, plus dangereux, ou moins instruits, avancent qu'on tenterait en vain de renverser ce colosse, sa position topographique et ses forces réelles le mettant à l'abri de toute atteinte.

Avant d'entrer dans de plus grands détails, répondons d'abord en deux mots à ces trois objections.

La Russie, dit-on, ne peut être redoutable que pour les nations voisines, soit : mais aujourd'hui que la Pologne, autrefois puissance interposée, vient d'être renversée, n'est-il pas à craindre que ce torrent destructeur, toujours poussé en avant par sa pente naturelle, n'engloutisse successivement les autres États devenus ses voisins, et que, par conséquent, de proche en proche, l'insatiable Moscovite, manquant d'aliment au Nord, ne vienne chercher sa proie au Midi?

Cette Puissance, dit-on encore, doit tôt ou tard s'écrouler sous le poids de sa propre masse; c'est aussi notre opinion : mais nous

sommes loin de penser qu'il faille attendre ce nouvel ordre de choses avec la résignation d'une politique passive : car telle Puissance qui fonderait sa sûreté sur ce calcul, pourrait bien en devenir la victime, et grossir un jour le nombre des esclaves russes.

Quant à la troisième objection de ces faux raisonneurs, gagés pour étourdir l'Europe, il s'ensuivrait qu'une fatalité invincible imposerait nécessairement aux Nations policées le joug barbare des Moscovites. Idée digne des siècles des Goths et des Vandales!

C'est de cette illusion, d'un côté, et d'une certaine crainte, de l'autre, que se forma et se soutient une opinion générale en faveur de la Russie. Mais point d'exagération sur sa force ni sur sa faiblesse. Il est temps que l'Europe, par un retour aux vrais principes, fixe son attention sur ses intérêts et sur la liberté publique ; et alors cette masse imposante, par le résultat d'un systême, cessera d'être formidable pour le reste des Nations.

La Maison d'Autriche, qui visait à la

domination universelle, a vu tous ses projets ambitieux échouer contre les forces combinées des autres Puissances. Un systême bien concerté peut également fixer l'époque de la décadence de la Russie, qui, sacrifiant tout à la fureur d'acquérir, ne vise qu'à un bouleversement général.

Il s'en faut de beaucoup que la Puissance Russe ressemble à celle de Charles V. Nous avons observé, non sans raison, que ses vastes déserts inhabités ne sont qu'un grand vide en politique, et que ses possessions qui constituent sa véritable force, sont celles qu'elle a su usurper. Mais elle a acquis, si l'on peut s'expliquer ainsi, une force conservatrice idéale, en ce que bien des Puissances lui supposent plus de ressources qu'elle n'en a réellement, et qu'elle-même, enorgueillie par ses succès, se croit plus forte qu'elle ne l'est en effet.

Cette vaste domination, dont l'étendue est le sujet de tant de calculs, n'est au fond qu'une masse informe et monstrueuse, composée des débris de plus de vingt peuples

engloutis. Ses parties hétérogènes, dont l'idiome, la religion et les mœurs sont si différens, renferment un germe de destruction inhérent au corps entier. Les envoyés de diverses peuplades, qui viennent à Pétersbourg faire hommage de leur esclavage, sont obligés de se servir d'interprètes, autrement ils ne seraient entendus ni de leur souverain, ni de leurs concitoyens.

Il est contre l'ordre naturel des choses qu'il y ait dans un tel corps politique cette identité de sentimens et d'intérêts, qui seule fait la force réelle des empires. C'est d'après ce principe qu'on conclut que cette masse doit se dissoudre d'elle-même. Nous sommes loin de le contester; mais pour opérer cette dissolution, il faut une cause motrice qui en développe les germes et prépare l'explosion.

Les fastes d'aucun peuple n'offrent autant de scènes sanglantes que ceux de la Russie. Combien de princes légitimes détrônés! Combien d'imposteurs mis à leur place! Toutes ces révolutions prouvent assez l'esprit

de ces peuples portés aux séditions et aux divisions intestines ; si elles n'ont pas eu de suites plus marquées, c'est qu'elles n'étaient point le résultat d'un système combiné et soutenu par une force étrangère.

Puchatzef, un simple Cosaque, livré à la crapule et à la débauche, est parvenu de nos jours à soulever une partie de la Russie, et à causer, pendant deux ans, les plus vives alarmes à tout l'empire. S'il avait été soutenu par quelque plan réfléchi, malgré les forces considérables employées contre lui, cette Puissance, qui jette aujourd'hui l'épouvante dans toute l'Europe, aurait été ébranlée par la révolte d'un Cosaque. La ville de Moscou, le foyer de tous les ennemis du despotisme, n'attendait que son arrivée pour lever l'étendard d'une insurrection générale.

On a beau dire qu'un Russe, abruti dans les fers et l'ignorance, ne connaît rien de mieux que l'esclavage ; la tyrannie est parvenue à un tel degré d'oppression, que chaque individu voudrait briser ses fers. Toutes les provinces transboristanes ne voyaient qu'a-

vec satisfaction la révolution éclater en Pologne. Les habitans se souvenaient qu'ils étaient nos frères ; et, sans nos désastres, ils n'auraient pas manqué de faire cause commune avec nous.

Les différentes hordes de Cosaques, et sur-tout ceux de Zaporoze, qui fournissaient jusqu'à 30,000 hommes en état de porter les armes, constitués jadis sous leurs Hatamans respectifs, aujourd'hui partie assujettis à la Russie, partie errans et vagabonds dans les provinces turques, ne se souviennent qu'avec regret de leur ancien état.

Si tous ces différens peuples ne s'unissent pas avec les Turcs pour agir contre les Russes, la différence de religion en est la seule cause. Mais ils ne manqueraient pas de se réunir sous les drapeaux d'une armée chrétienne, comme les hordes de Tartares ; et sur-tout ceux de la Crimée, privés de leur patrie, prendraient les armes avec les Musulmans contre la Russie.

Enfin, à la première explosion, la Russie peut-elle compter sur les Polonais et les Li-

thuaniens nouvellement assujettis? Ils obéissent à la nécessité; ils subissent les conditions que leur imposa un féroce vainqueur. Mais si quelque main secourable leur était offerte, leur valeur, secondée par le désespoir, saurait rompre leurs fers.

La nature frémit au souvenir des cruautés que la Russie a exercées dans notre pays : l'Univers ignore les atrocités inouies commises par ce peuple barbare envers les Polonais, qui ne faisaient que défendre leur liberté et leurs droits.

Qu'on juge, d'après ce tableau, de la Puissance Russe. Où est cette force intérieure et active qui fait à la fois agir et subsister un État? Les tyrans, parvenus à dominer par la terreur des armes, ont su souvent assurer leurs conquêtes par une politique rusée, par quelques dehors de justice et de magnanimité. La Russie, après avoir versé des flots de sang pour anéantir tant de Nations, loin d'adopter aucun systême de ménagement, ne connut que la mort, l'exil et la confiscation. Aussi, qu'une guerre étrangère lui tombe

sur les bras, loin de pouvoir compter sur la foi de tant de peuples asservis, obligée d'employer une partie de ses troupes pour les contenir, il lui restera d'autant moins de force pour faire tête aux ennemis du dehors.

Si les succès remportés sur les Turcs ont relevé la gloire des armes russes, il est à observer que le plus souvent ces succès n'ont été dus qu'à l'indiscipline des troupes ottomanes, et plus encore à la lâcheté et à la corruption de leurs chefs. Qu'on se souvienne de la position de Pierre I[er] à la bataille de Prut; le vainqueur de Charles XII ne dut son salut qu'à la ruse de sa femme et à la vénalité du Grand-Visir. D'après cet exemple, peut-on douter que les Turcs, réveillés à l'approche du péril, ne reprennent leur ancien courage, et ne se rendent dignes de leur Solyman ?

La dernière guerre de Finlande devrait encore désabuser toutes les Puissances. Les valeureux Suédois, dignes successeurs des vainqueurs de Narva, ont ébranlé ce colosse imposant. La Russie ne se sauva de l'a-

byme qu'avec le secours de ses artifices ordinaires. Sans la défection des officiers Finois, opérée par les intrigues du Cabinet de Pétersbourg, Gustave aurait pris cette capitale dans la première campagne. Après la bataille de Svenksund, la Sémiramis du Nord se disposait déjà à faire un voyage en Asie. Le régiment des Gardes et même le Corps de la Police de Pétersbourg étaient en marche pour arrêter les progrès des braves Dalécarliens.

Après cet exemple, que les amis de la Russie cessent de l'appeler invincible. Une force combinée pourrait bientôt l'humilier et la circonscrire dans les bornes de la modération.

Sur qui pèse actuellement le plus sa supériorité? Sur la Prusse, la Suède et la Porte; mais la France, l'Espagne, la Hollande, etc. ne trouvent-elles pas des motifs dans tout ce qui est de leur intérêt réel et relatif, pour que les empiétemens faits par la Russie, et ceux qu'elle pourrait encore se permettre,

ne les laissent pas se borner à une politique passive ?

C'est par défaut de systême que la France dégradée, ne s'étant pas mise en mesure pour soutenir son influence au Nord, a dû voir la Pologne impunément anéantie, la Porte écrasée, la Suède opprimée et la Prusse menacée. Mais la République Française, reprenant son rang à la tête des grandes Puissances, saura se servir aujourd'hui, dans ses opérations politiques, de l'ascendant que lui donne la supériorité de ses forces. Son Gouvernement saura démêler l'impression de terreur que les armes victorieuses de la République inspirent pour le moment à un ennemi qui, tout en cessant de lui faire la guerre, ne cessera de le haïr. Il portera ses vues sur l'avenir pour consolider à jamais, par un systême général, ses vrais intérêts, et jeter les fondemens d'une prospérité constante. Il ne s'isolera pas du Nord pour s'attacher exclusivement au Midi, dont les diverses Puissances, dans cet état de choses, ne sau-

raient avoir aucune influence dans le systême septentrional. L'Europe, par conséquent, ne jouirait que de quelques momens de repos, et la France même serait de nouveau exposée à des secousses violentes.

La Prusse, par la conviction d'une plus grande utilité et les principes de sa conservation, aurait intérêt de voir la Pologne renaître, pour ôter à la Russie cet excès de grandeur dont elle abuse. Mais c'est l'insuffisance des forces à opposer à cette Puissance, unie avec l'Autriche, qui contient et isole la Prusse dans un systême de ménagement.

Moyennant le partage de la Pologne, la Cour de Vienne, trouve dans l'arrondissement de ses Etats, tout ce qui constitue une puissance militaire, et dans le sol fertile de la portion qui lui est échue, toutes les ressources que donnent les richesses territoriales, le commerce et la puissance pécuniaire. Dans cette guerre, l'Autriche a tiré de la seule Galicie au-delà de cent mille recrues.

Il est à remarquer que la conservation de la Belgique a toujours, au moment de la guerre, obligé la Cour de Vienne à diviser ses forces pour faire face aux armées françaises, au lieu que, dans l'état actuel des choses, l'Autriche, n'ayant plus rien à défendre du côté du Rhin, concentrerait toutes ses forces au Nord avec la Russie contre les Etats du Roi de Prusse.

En partant de cette situation de l'Autriche, que la Prusse considère sa position respective à l'égard des Puissances du Nord et de celles du Midi; tout lui annonce qu'elle peut être menacée et attaquée de tous côtés, avec toute la promptitude qui assure la victoire, sans pouvoir espérer d'être secourue à temps par une puissante et prompte diversion.

Les Turcs, dans leur politique languissante, frappés de terreur au seul nom de Russe, et abandonnés souvent, ou faiblement secourus par la France, voient, en tremblant, l'orage qui les menace.

La Suède et le Danemarck sentent leur

assujettissement au Nord; sûrs, en cas d'attaque, de faire une résistance vigoureuse, ils n'osent entreprendre aucune hostilité au-delà de leurs forces.

Mais la France, portée par ses intérêts absolus à la conservation de l'Empire Turc, de la Prusse et de la Suède, peut, par son influence et sa considération, inspirer de la confiance et faire agir toutes ces Puissances de concert. Un tel système, en garantissant l'intégrité des États respectifs, et en assurant la tranquillité de l'Europe, ne pourrait qu'être favorisé par le reste des Nations. C'est alors qu'à la renaissance de la Pologne, la Russie cessera d'assujettir le Nord et de dominer au Midi.

Espérons, au reste, que le voile ne tardera pas à être déchiré. Le nouveau Czar sentira lui-même que le systême, suivi jusqu'à présent par le Cabinet de Pétersbourg, ne peut tendre qu'à faire écrouler son empire sous son propre poids.

Notre célèbre Kosciuszko, que l'empereur en personne a été retirer du fond de son cachot, lui a fait assez sentir que ce n'est point par des faveurs individuelles, accordées à tel ou tel Polonais, qu'il parviendra jamais à se concilier la nation entière. Kosciuszko rejette sans balancer tous les dons de la fortune offerts par son libérateur, et ne lui cache pas que, pour calmer l'esprit des Polonais, il faut les rétablir dans leurs droits, et que tous les vœux de la Nation sont pour la restauration de leur patrie.

Aussi, l'aurore d'un règne qui s'annonçait devoir être aussi brillant, commence-t-elle déjà à s'obscurcir. Déjà les bonnes intentions se ralentissent, et la clémence fait place à la terreur ; bientôt à la justice succédera l'oppression ; bientôt les déserts de la Sibérie vont être repeuplés des mêmes victimes : de tous côtés Paul reçoit des réclamations tendantes à obtenir la restitution des droits les plus sacrés, les plus inaliénables de l'homme. Déjà l'astucieuse intrigue s'empare des avenues du trône pour y semer

la défiance. Un traître délateur accourt du fond de l'Ukraine, et se constitue prisonnier à Pétersbourg pour preuve que l'explosion est prête à éclater.

Il y a bien encore d'autres germes de troubles intestins. Catherine, appelée à l'empire par l'effervescence d'une sédition, n'eut pour objet que sa sûreté personnelle. Toujours craintive et caressant les différens partis, elle fut obligée de tolérer, et même de protéger les abus sans nombre accumulés dans toutes les parties de l'administration intérieure.

Paul Ier, qui aurait dû depuis long-temps occuper le trône, vient enfin d'y monter, au moment où le désordre, le pillage, la corruption et l'esprit de parti, dominant sous le règne des femmes, sont trop enracinés pour qu'on puisse y remédier, sans porter au corps politique une secousse périlleuse. Avec un gouvernement aussi monstrueux que celui de la Russie, la tranquillité publique est incompatible. Paul Ier a

été vingt fois ménacé de perdre la vie par les mains des Russes auxquels il venait de donner l'existence politique.

Si Paul a peu de motifs pour espérer le calme au-dedans, sa position au-dehors est sûrement encore plus critique que jamais. C'est le partage projeté de la Pologne qui a donné à la Russie quelques alliés éphémères au Nord. Mais une fois l'anéantissement de la Pologne consommé sans retour, que la Russie n'espère pas intéresser aucune Puissance du Nord en sa faveur. Il est, au contraire, de leur intérêt à toutes de conspirer contre un voisin aussi formidable, aussi inquiétant. O Paul! ne perds point de vue cette vérité à jamais mémorable: que *Tous les États qui craignent ou qui haïssent l'orgueil et l'ambition d'une Puissance dominante, sont réunis secrètement contre elle par leur crainte ou leur haine commune.*

F I N.



